

André Gérin, Grenoble et la sécurité.

mercredi 1er septembre 2010

Mardi 31 août 2010 - Conférence de presse

La sécurité : retour sur les événements de Grenoble

Je concentrerai mon propos sur les questions de sécurité, eu égard aux turbulences de juillet et d'août sur ce thème.

La majorité des français juge inefficace la politique sécuritaire menée par Nicolas Sarkozy. Après ce qui s'est passé à Grenoble, une nouvelle fois, Nicolas Sarkozy déclare la guerre à la délinquance.

Sans entrer dans tous les débats, toutes les polémiques en cours, y compris ce week-end, nous pouvons parler de diversion. Devant la difficulté, Nicolas Sarkozy est en train de tendre un nouveau piège à la gauche. Il utilise un peu la méthode de Le Pen pour préparer les présidentielles de 2012.

Dans ce climat délétère et de violence, la droite accélère sa politique de régression sociale, ce que j'ai appelé d'ailleurs dès 2007, une sorte de pétainisme.

Quand il est question de sécurité ou que le mot sécuritaire est prononcé, le Parti Socialiste esquive, le PC est aux abonnés absents. Or, ce qui s'est passé à Grenoble est d'une extrême gravité, avec les trafiquants de drogues, les mafias, l'intégrisme. L'activité criminelle bat son plein.

Les habitants de Grenoble, de la Villeneuve, comme dans d'autres quartiers, d'autres cités de notre pays, sont pris en otage.

Pour mettre en échec l'énième entourloupe sarkozyenne, selon moi, le parti socialiste et le PC doivent regarder les réalités en face. Car, la conviction que j'ai, c'est que se développe une gangrène qui s'élargit. Nous avons besoin face à cela d'un discours de lucidité et de vérité.

La gravité de ce qui s'est passé à Grenoble se situe, d'ailleurs, dans le prolongement, pour prendre un exemple tout à fait éclairant, de ce qui s'était passé à Villiers-le-Bel. Aujourd'hui, nous avons affaire à des bandes, des gangs et pour moi, toutes les conditions existent pour nourrir les germes d'une guerre civile.

Quand la violence devient la norme avec des comportements de plus en plus barbares, relevant de la sauvagerie, nous sommes en droit de nous interroger sur l'attitude des partis politiques qui se renvoient la patate chaude.

Cette question est donc une affaire nationale, qui dépasse de loin la question gauche/droite. C'est une question nationale parce que cela fait plus de 30 ans que cela dure et que les populations en ont marre. Elles se sentent abandonnées. C'est bien ce qui fait le miel du Front national et ce qui nourrit la fracture politique et civique de la société, avec l'abstention de masse dans les quartiers populaires.

Les maires connaissent bien cela, en particulier dans la région lyonnaise, et le gouvernement les laisse se « démerder » avec le problème. Dès que les questions sont posées : qu'organisons-nous ensemble dans l'agglomération, que mettons-nous en commun pour trouver des solutions dignes de ce nom, pour liquider le développement de bidonvilles. La réponse est : « démerdez vous ! » Donc, ce qui compte aujourd'hui, au-delà de la polémique justifiée contre la politique que mène Sarkozy, c'est qu'est-ce que nous proposons avec les partis politiques. Et puis, au-delà de la question des Roms, il y a la question de l'immigration clandestine...

Je pense que les partis politiques et la gauche en particulier ne peuvent pas seulement s'en sortir en faisant de l'anti-sarkozysme. Il faut s'attaquer à toutes les strates de la criminalité. Or, aujourd'hui nous voyons bien que les nouveaux centres de criminalité qui se sont développés depuis, 15 ans, 20 ans ou 30 ans, leur dénominateur commun, c'est la cité.

Et c'est là que le bât blesse, aussi bien à droite qu'à gauche, parce que la réponse doit être politique et républicaine, parce que nous vivons une situation d'une gravité exceptionnelle qui devrait nous permettre de dépasser les frontières sectaires telle que la vision des partis politiques du dernier siècle les a établies. Qu'est ce que ça veut dire « éradiquer la criminalité » dans la cité si nous n'en faisons pas une question nationale ? Car elle conditionne toutes les autres activités.

Donc pour moi, sur ce sujet-là, je pense qu'il faut construire un Front républicain. Cela veut dire qu'il faut partager un état des lieux ; il faut un diagnostic, une sorte de livre blanc de la criminalité aujourd'hui en France dans les cités. Et que l'on ne me dise pas nous ne sommes pas capables, dans ce pays, de faire un diagnostic partagé sur la criminalité dans les cités.

Parce que pour aborder la question des voitures volées, 200 voitures volées par jour, nous pouvons ajouter 10 policiers blessés tous les jours, il faut se poser les vraies questions. Que s'est-il passé à Grenoble ? Et si nous commençons par là ?

Il y a des gens qui n'en parlent même plus de ce qui s'est passé à Grenoble. On parle du discours de Sarkozy...C'est bien, on peut critiquer le discours de Sarkozy.

Un état des lieux, un diagnostic de ce qui s'est passé à Grenoble. Nous ne sommes pas capables, gauche/droite de dire : nous faisons un état des lieux. Et nous entendons tout le monde. Un état des lieux qui n'a jamais été dressé après les émeutes de 2005. 21 jours, en 2005, cela a duré. 800 communes, il n'y a jamais eu de diagnostic,

d'évaluation politique. Nous sommes alors sous le gouvernement De Villepin, Premier ministre.

Et puis j'ai parlé de Villiers-le-Bel, ce qui s'est passé à Grenoble, c'est encore une autre étape, plus que Villiers-le-Bel. Il y a d'autres exemples très peu évoqués ou seulement ponctuellement. Ma conviction pendant cet été, c'est que si nous continuons à diaboliser Nicolas Sarkozy, la gauche va faire la même chose qu'elle a faite avec le Front national.

Et, je trouve quand même que nous devrions réfléchir à l'électrochoc du résultat de 2002. Pour moi, ça ne vous étonnera pas, il n'y a pas de honte à avoir comme objectif de reconquérir une partie de l'électorat du Front national. Le FN est devenu le premier parti ouvrier de France. Je sais très bien que c'est une question taboue au PCF. Or, si la gauche n'offre pas d'alternatives sur la question de la sécurité et surtout, s'il n'y a pas de proposition claire, audible, nous ferons comme en 81, au lieu de changer la vie, on aura changé d'avis. Et je voudrais savoir si les socialistes ont renoncé à changer de nom, à rompre avec le capitalisme, à rompre avec une économie qui a fait les preuves de sa faillite. Dénoncer Sarkozy sans proposition, de mon point de vue, c'est « bingo » pour le Front national. Or, que constatons-nous dans les cités, c'est la gangrène qui va se généraliser avec le culte de l'argent, les trafics d'influence, la corruption.

Et la sécurité est la panne majeure du parti socialiste et le Parti communiste, je vous le rappelle, a perdu 30 villes en 2001 sur cette question là.

Je pense que la gauche doit changer son disque dur parce qu'elle a toujours eu le cul entre deux chaises. Or, je suis convaincu que nous pouvons traiter les questions de sécurité sans faire de rejet, sans faire d'exclusion, sans stigmatisation, sans bouc émissaire.

Or, il faut affronter Nicolas Sarkozy et l'UMP, mais il faut assumer la réalité, dire la vérité, ouvrir des débats qui dérangent sur la sécurité. Nous ne nous en sortirons pas avec l'esquive, à l'image de ce que nous avons entendu hier à la Rochelle. Les habitants de Grenoble, de la Villeneuve n'attendent pas le mois d'octobre. Je pense que l'anti-sarkozysme ne fait pas une politique, c'est une impasse. Notre adversaire, c'est le néo-capitalisme qui a fait reculer la civilisation contemporaine. Les anciens clivages partisans sont dépassés. Pour moi, les trois pensées de la gauche : pensée libertaire, pensée réformiste, pensée révolutionnaire sont d'actualité. Donc ça veut dire qu'il faut rompre avec un modèle de société.

Nous voulons changer de société, changer la vie. Mais comment faire l'impasse sur l'exigence de sécurité des citoyens ? Ou est la tranquillité ? Ou est la sécurité psychologique de la vie quotidienne lorsqu'il y a l'omerta dans les quartiers, lorsqu'il y a l'emprise des bandes, des gangs, d'une minorité qui font la loi dans les quartiers. C'est Sarkozy ça ? Il faut un projet de société qui intègre tous ces héritages, les trois

pensées de la gauche avec une dimension républicaine, progressiste. Il faut opérer une rupture avec ce système. C'est ce qu'avait abandonné François Mitterrand en 83/84.

Il faut en finir avec l'accompagnement social qu'on a fait depuis 30 ans. Ce n'est pas avec les pansements, ce n'est pas avec les emplois jeunes que nous allons régler les problèmes, ni avec des bouts de ficelle que constituent les politiques de la ville.

Je pense qu'il y a 4 priorités :

1) Un choix politique nouveau de la part du gouvernement qui va au-delà de la question des effectifs de police, qui est un vrai sujet. Les mêmes moyens que nous mettons dans la lutte contre le terrorisme, nous devrions les mettre dans la lutte contre la criminalité dans les cités. Il faut que cela devienne une priorité nationale quotidienne. Il faut éradiquer les mafias, les trafiquants de drogue et ces groupes intégristes, qui pourrissent la vie de nos quartiers qui font la loi contre la loi républicaine. C'est la priorité du moment que nous révèle Grenoble. Toutes les auditions que l'on a conduites, dans le cadre du voile intégral, il y a une relation indirecte avec ce côté pourrissement, gangrène, qui existent dans certaines cités, de trafiquants de drogue, ces mafias et ces intégristes. Et si le gouvernement ne fait pas le choix politique de donner en la matière des moyens comme nous le faisons contre le terrorisme, et bien tout tombe à l'eau. Cela veut dire qu'il faut déclarer la guerre à la drogue, concentrer les effectifs de police, la nuit, les week-end, le vendredi le samedi et le dimanche.

2) Assurer la sécurité des biens et des personnes. Je ne parlerai pas de police de proximité, je parlerai de gardiens de la paix. Redonner une référence historique. Et dans tous les cas, si elle est nécessaire, c'est évident, c'est pour ça que nous avons fait une expérimentation à Vénissieux qui nous a été supprimée avant le départ du gouvernement de Jospin, parce que la police de proximité n'a jamais été mise en place complètement avant 2002. Si nous ne traitons pas les activités criminelles qui sont menées par des minorités, des trafiquants de drogues, de mafias, d'intégristes, nous nous racontons des histoires. En tous les cas, pour moi c'est ça l'état des lieux.

3) Imaginer une démarche innovante en correspondance avec les élus et les maires, de coresponsabilité, de co-construction, la responsabilité de la France et des habitants. Il faut des vrais contrats de quartiers et des vraies contreparties avec les habitants. Que ça soit les conseils de quartiers, les comités de quartier, peu importe. Une vraie légitimité, une vraie reconnaissance, une vraie valorisation qui se combinerait avec les gardiens de la paix. Quand je parle de coresponsabilité et de co-construction, il ne faut pas avoir peur des mots, il faut évoquer ceux qui sont appelés à en être les acteurs : parents, voisins, amis... Il est urgent de restaurer l'autorité, de reconstruire les règles, reconstruire les limites et le respect comme un élément nécessaire et fondamental, de nourrir des valeurs morales, civiques, écologiques fondamentales. Il faut reconquérir l'autorité.

4) En finir avec les ghettos de la misère. Je ne développerai pas là-dessus. J'ai écrit un livre intitulé « Les ghettos de la République ». S'il n'y a pas de concentration de moyens, j'appelle ça les « casques bleus de la République » : sécurité, emploi, santé, physiquement que la république soit présente 24 h/24, pendant 6 mois, pendant 1 an, je n'en sais rien, mais la République, elle est là. Alors il y a tout le problème du traitement de la délinquance des mineurs en particulier, nous pouvons reparler des internats éducatifs, de l'apprentissage à 14 ans, de la généralisation de l'alternance emploi-formation, et surtout, il est indispensable de remplacer le service militaire par un service civique obligatoire de 16 à 21 ans, garçons et filles, toutes catégories sociales de notre pays confondues.

Réponse à une question d'un journaliste :

Je prendrai peut-être une initiative sur un « livre blanc » avec un sens républicain, dans le même esprit que la question du voile intégral, et il y a urgence. Comment éradiquer aujourd'hui cette gangrène, combinée avec les trafiquants de drogue et cette mafia intégriste qui pourrit, l'omerta... il y a urgence dans les cités, d'où l'exigence d'un front républicain.

▶ [**Voir le compte rendu sur FR3 Rhône Alpes**](#)

▶ [**http://www.blogandregerin.fr/2010_08/100831.html**](http://www.blogandregerin.fr/2010_08/100831.html)